

# le Peuple

Organe officiel de la CGT  
Bimestriel  
N° 1769  
mars 2022



CCN DU 8  
ET 9 FÉVRIER 2022



LUTTE CONTRE  
L'EXTRÊME DROITE



BAROMÈTRE  
CGT 2022

# Le Mouvement ouvrier et le combat antifasciste



Retrouvez les débats:



Les leçons du passé



Les enjeux d'aujourd'hui

*L'antifascisme, un combat d'une actualité brûlante. Chercheurs et syndicalistes se sont retrouvés pour débattre de ces questions.*

## **Ont participé à cette journée :**

- ▶ **Cédric Bottero**, collectif confédéral de lutte contre les idées d'extrême droite,
- ▶ **Jérôme Beauvisage**, Institut CGT d'histoire sociale
- ▶ **Annie Collovald**, sociologue professeur à l'université de Nanterre,
- ▶ **Philippe Corcuff**, politiste, maître de conférence à Sciences Po Lyon
- ▶ **Nicolas Lebourg**, historien à l'université de Montpellier
- ▶ **Ugo Palheta**, sociologue, maître de conférence à l'université de Lille
- ▶ **Julien Dohet**, Fédération générale du travail de Belgique
- ▶ **Thierry Achainte**, collectif confédéral de lutte contre les idées d'extrême droite

## **Ont animé les débats :**

- ▶ **Gilbert Garrel**, président de l'IHS, **Pascal Debay**, membre de la CEC

# La CGT et la lutte antifasciste d'hier à aujourd'hui

Le 10 février, l'Institut d'histoire sociale CGT et le collectif «lutte contre les idées d'extrême droite» ont organisé une rencontre « Résolument antifascistes, hier comme aujourd'hui » avec des débats et analyses sur les relations conflictuelles entre syndicalisme et extrême droite, et sur la prégnance de ces idées dans le débat politique.

«**Mais une fois au pouvoir, l'extrême droite s'est systématiquement attachée à détruire le mouvement ouvrier organisé et ses structures au profit du corporatisme.**»

**A**lors que Marine Le Pen réunissait déjà plus de 10,5 millions de voix en 2017, alors qu'un autre candidat à l'élection présidentielle aux idées fascistes, Éric Zemmour, est parvenu à se faire une place conséquente dans les intentions de vote, comment peut-on lutter efficacement contre le danger de l'extrême droite ? L'Institut d'histoire sociale CGT et le collectif confédéral « lutte contre les idées d'extrême droite » ont proposé une journée d'étude et de débats sur l'histoire et l'actualité de l'extrême droite. Sous la conduite de **Pascal Debay, membre de la CES et du collectif CGT de lutte contre les idées d'extrême droite**, et **Gilbert Garrel, président de l'IHS**, historiens, sociologues,



politistes et syndicalistes ont échangé pour tenter de saisir les contours de cette extrême droite menaçante et ainsi, s'armer pour la combattre efficacement.

## ■ **Attaques contre le mouvement ouvrier**

« *Le fascisme n'a jamais hésité à faire preuve de la plus grande démagogie sociale, à enfler un costume social ou un masque rassurant pour arriver à ses fins, à savoir séduire les larges*

*masses et notamment la classe ouvrière, pour sa conquête du pouvoir* », commence **Cédric Bottero, membre du collectif confédéral CGT « lutte contre les idées d'extrême droite »**. Mais une fois au pouvoir, l'extrême droite s'est systématiquement attachée à détruire le mouvement ouvrier organisé et ses structures au profit du corporatisme. Ce mode d'organisation du monde du travail a pris diverses formes mais il présente quelques constantes, notamment l'interdiction de

la grève, l'interdiction des syndicats préexistants, la répression de toutes entraves... « Concrètement, le corporatisme fasciste s'organise en branches professionnelles dans lesquelles vont se retrouver employeurs et salariés, précise le syndicaliste. Ils vont coopérer, en bonne entente, pour la bonne marche de l'entreprise, sous contrôle de l'État et donc dans l'intérêt supérieur de la nation. C'est un projet de réconciliation entre le capital et le travail, une négation totale de la lutte des classes, au service du patronat ».

Cédric Bottero énumère plusieurs éléments des programmes du Front national (FN) devenu Rassemblement national (RN), au cours des vingt dernières années, montrant une filiation claire avec cette conception, même si le terme « corporatisme » n'y est pas employé en tant que tel. En 2022, poursuit-il, le programme du RN ne donne pour l'instant aucune indication en ce sens. Son discours général, au contraire, vise à lui donner une image positive, comme lorsque Marine Le Pen loue « la liberté syndicale » dans ses prises de paroles récentes. « Le RN, dans sa stratégie de dédramatisation, cherche à lisser cet aspect-là de son programme. Quitte à se rendre sur des piquets de grève comme à Whirlpool en 2017 ou à « draguer » la CGT comme au début du grand mouvement des retraites de décembre 2019 ». Mais il ne faut pas s'y tromper, insiste-t-il. Il ne s'agit que d'une stratégie électorale pour conquérir le

pouvoir. « Son projet réel est clair : anéantir les syndicats, pour changer radicalement le mode de représentation des travailleurs et imposer le corporatisme ».

### Volonté d'affaiblir le mouvement syndical

L'extrême droite a employé et emploie différentes stratégies pour tenter d'affaiblir le mouvement syndical progressiste, raconte Jérôme Beauvisage, membre du bureau de l'Institut d'histoire sociale CGT. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, elle tente de créer des organisations capables de concurrencer les « syndicats rouges », avec le soutien du patronat. « Ils sont divers mais, globalement, ils prônent des formules prudentes d'amélioration de la condition ouvrière tout en rejetant violemment le socialisme. Ces syndicats sont nationalistes et antiétatistes. Ils manifestent leur hostilité à l'égard des travailleurs étrangers en réclamant la protection du travail national et se signalent principalement par leur opposition aux méthodes d'action de la CGT », résume Jérôme Beauvisage. De 1901 à 1908, ce mouvement connaît une croissance réelle, comptant jusqu'à 100 000 membres en 1906. Et d'emblée, des affrontements avec la CGT auront lieu, qui culmineront dans les années 1905 et 1906. « Même si ce mouvement périlite rapidement, indique Jérôme Beauvisage, il aura fait la démonstration qu'une organisation authentiquement

ouvrière pouvait se développer sur des bases réactionnaires, xénophobes et antisémites ».

Dans les années soixante-dix, la CGT est confrontée aux menées de certaines officines, plus particulièrement la Confédération française du travail (CFT). Née en 1959, cette organisation proche du patronat recrute essentiellement parmi les cadres intermédiaires de l'industrie mais, insiste Jérôme Beauvisage, « ne répugne pas à s'offrir, pour les basses besognes, les services d'anciens collabos ou d'ultras de l'Algérie française. L'encadrement des populations immigrées et la chasse aux militants CGT constituent l'essentiel de leur activité ». Elle devient la Confédération des syndicats libres en 1977 après que ses nervis ont assassiné le militant CGT Pierre Maître. Elle disparaît définitivement au début des années 2000.

Entre-temps, cherchant à conforter son nouvel ancrage populaire, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, le Front national tente des implantations syndicales au sein de corporations jugées utiles à son développement comme la police, les transports, le logement ou le secteur pénitentiaire. « Des listes estampillées FN rencontrent aux élections professionnelles des succès locaux significatifs, relate Jérôme Beauvisage. En 1997, à l'occasion des élections prud'homales, le Front national (FN) présente ses propres listes sous l'étiquette CFNT (Coordination française nationale des travailleurs) ». Des recours judiciaires conduits par la CGT, la CFDT et FO mettent fin à ces

**Philippe Chamek, retraité du groupe La Poste**

« Je suis un jeune retraité. J'étais secrétaire de section de mon boulot, dans de grandes unités de travail type centre de tri à Bobigny et puis à Lognes. Comme vous le savez, de nombreux jeunes de banlieue de toutes origines sont embauchés à la place des fonctionnaires. Je pense qu'à l'époque, cela correspondait à 60 % de l'effectif. Le problème, c'est qu'ils sont influencés par l'idéologie fasciste de Dieudonné. Comment faire sur le terrain pour combattre cela ?

Le groupe La Poste est vertébré, irrigué par les organisations syndicales. On parvenait à « tenir la baraque ». Mais 50 % du monde salarié travaille dans des entreprises de moins de 50 salariés, des déserts syndicaux. Comment agit-on ? »

**Manuel Félix, enseignant et militant CGT Education.**

« Dans l'Indre, des « brigades fascisantes » comme elles s'appellent, sont en train de se reconstituer. Zemmour leur a donné un tremplin pour sortir du bois. Une organisation de néonazis a été interdite dans le département parce qu'ils avaient monté un camp d'entraînement armé à côté de Châteauroux. J'ai été personnellement menacé parce je me suis mobilisé contre l'installation de la Fraternité Saint Pie X dans d'anciens bâtiments de l'armée, où vient régulièrement le mouvement Civitas pour faire des formations. Personnellement, je suis inquiet. J'ai l'impression que l'on ne se rend pas compte de l'ampleur du danger. Quand ils seront au pouvoir, on sera les premières victimes. »

expériences. Pour autant, le FN n'abandonne pas la bataille. La stratégie change et consiste à essayer d'implanter, dans les appareils syndicaux, des militants de son bord et inversement, d'attirer dans ses rangs des militants syndicaux, à l'instar de l'actuel maire d'Hayange exclu de la CGT en 2011 après avoir rejoint le FN. « Si l'on regarde sur le temps long, les tentatives de l'extrême droite pour s'implanter dans le syndicalisme ont globalement échoué. Mais elles ont fait la démonstration que, dans certaines circonstances, une partie non négligeable du salariat pouvait se reconnaître dans ces valeurs. Il faut donc poursuivre sans relâche ce combat », conclut Jérôme Beauvisage.

### Le RN n'est pas véritablement populiste

La sociologue Annie Collovald, professeure à l'Institut des sciences du politique de l'université Paris-Nanterre, revient pour sa part sur les représentations qui, depuis son apparition sur la scène politique, ont été accolées au FN. « La notion de populisme est arrivée dans le vocabulaire politique dans les années quatre-vingt et va s'imposer très vite au milieu des années quatre-vingt-dix chez les commentateurs de la vie politique, pour qualifier le FN », relate la sociologue. Cette nouvelle interprétation du FN, présenté alors comme le premier parti ouvrier de France, va

avoir plusieurs conséquences, explique la chercheuse. Elle va d'abord modifier le regard porté sur les classes populaires, ce peuple auquel le FN est

du monde social, sous l'angle de la nationalité ». Cela se traduit dans les prises de position mais aussi dans les politiques mises en œuvre par les dif-

« Au sein du discours ultra-conservatiste, explique Philippe Corcuff, politiste, maître de conférences à Sciences Po Lyon, on retrouve le discours postfasciste, représenté par un Alain Soral ou encore un Éric Zemmour. »

censé vouloir donner « trop » de place. « Les classes populaires vont devenir un véritable problème pour la démocratie. Si on les laissait faire, elles voteraient pour n'importe qui, notamment le pire, le FN », résume la sociologue pour décrire les commentaires qui se font jour. En même temps, cela change aussi le regard porté sur le FN. « Ne relevant plus du fascisme mais du populisme, il est moins dangereux. Il devient un acteur politique comme les autres, que l'on peut inviter sur les plateaux, avec lequel on peut faire des alliances et discuter, même si ça fait mal », décrit Annie Collovald. Plus grave, les forces politiques viennent se positionner autour de lui, en reprenant des thèmes classés à l'extrême droite dans le débat politique : la sécurité, l'immigration, etc. Depuis ce changement de paradigme, au début des années 2000, la situation s'est aggravée, constate Annie Collovald. Le FN s'est installé dans le jeu politique. « Une des réussites majeures de l'extrême droite en France est ainsi d'avoir réussi à imposer sa vision des divisions

férents gouvernements en place : les migrants repoussés aux frontières, la criminalisation des militants associatifs qui les aident, comme la criminalisation des syndicalistes d'ailleurs...

Enfin, plus récemment encore, l'offre politique s'est encore transformée, notamment avec l'arrivée de Macron au pouvoir. « L'Assemblée nationale ne compte plus aucun élu venant directement des classes populaires, note Annie Collovald. Dans les années soixante-dix, avec le PCF et le PS, il y avait une moitié de représentants issus des classes populaires. On y trouve désormais les cadres supérieurs du privé, des gens qui n'ont aucune expérience des conditions de vie concrètes des membres de classes populaires qu'ils observent de haut ». Dans le même temps, elle constate que la démocratie n'est plus l'unique modèle de gouvernance envisageable. « On semble prêt à un régime de légitimation qui s'appuierait sur ceux qui savent, sur les experts plutôt que sur les « ignares », ceux qui n'ont pas fait d'études, qui sont

sans arrêt en train de se rebeller pour rien, le peuple», traduit la sociologue, s'inquiétant du fait que « tout participe à autoriser les discours d'un Éric Zemmour ou d'une Marine Le Pen ».

Mais si cette situation est alarmante, Annie Collovald constate aussi une réaction aux mépris affichés à l'égard des classes populaires. « Ce qui n'était pas le cas en 2002, précise-t-elle. Alors que les gilets jaunes, les mobilisations contre les élus... sont l'expression de colères qui tendent à s'organiser, à se rebeller contre ces formes de représentations injurieuses à l'égard des classes populaires, il y aurait

peut-être quelque chose à faire à cet endroit », conclut-elle, avec optimisme.

### Le confusionnisme ambiant profite à l'extrême droite

Dans son ouvrage<sup>2</sup> consacré à l'extrême-droitisation des espaces publics en France, **Philippe Corcuff, politiste, maître de conférences à Sciences Po Lyon**, analyse les discours d'une centaine de personnalités politiques et d'idéologues depuis les années 1970. Parmi les divers

ensembles de discours dont il affirme qu'ils contribuent à « extrême-droitiser » les espaces publics, il décrit le discours ultra-conservatiste et le discours confusionniste. Au sein du discours ultra-conservatiste, explique-t-il, on retrouve le discours postfasciste, représenté par un Alain Soral ou encore un Éric Zemmour. « Il associe des xénophobes – anti-migrants, islamophobie et/ou antisémitisme – au sexisme, à l'homophobie, le tout dans un cadre nationaliste : celui d'un peuple nation supposé homogène culturellement »,

**Pascal Morel, secrétaire général de l'UD 76**

« Quand les jeunes des cités se révoltent, quand des bagnoles brûlent... les médias brandissent la notion de communautarisme. Mais, en réalité, ces jeunes nous disent : on en a marre de cette précarité sociale, de l'injustice sociale, du délit de faciès. En tant que syndicalistes CGT, nous devons placer le débat sur le terrain de la confrontation entre le capital et le travail pour redonner espoir à l'ensemble de la classe ouvrière et dans les quartiers populaires que nous avons désertés, il me semble. Avant, quand il y avait une expulsion, une famille en difficulté, on était organisé pour y faire face. Aujourd'hui, dans ce contexte de repli sur soi, de plus en plus de gens s'autorisent à dire « après tout, essayons le RN », pensant qu'ils pourront sauver leur pomme. »



décrit-il. Ce discours présente des continuités avec le fascisme historique – la xénophobie et le nationalisme – mais s'en détache aussi à certains égards notamment en s'appropriant des éléments du lexique républicain comme la laïcité, alors que les extrêmes droites historiques sont souvent antirépublicaines.

Le discours confusionniste est plus complexe à appréhender en ce qu'il est nourri aussi bien par l'extrême droite, la droite classique, le macronisme que la gauche modérée et la gauche radicale. Il ne s'agit pas d'affirmer que les « extrêmes se rejoignent » comme aiment à le faire croire certains éditorialistes. De même, si des éléments de discours de Frédéric Lordon, de Jean-Luc Mélenchon ou François Ruffin, par exemple, se

retrouvent dans cet espace, cela n'en fait pas pour autant des acteurs de l'extrême droite, insiste Philippe Corcuff. « *Le confusionnisme n'est pas plus à gauche qu'à droite, s'explique-t-il. Un des principaux locuteurs confusionnistes est d'ailleurs Emmanuel Macron, lorsqu'à partir de la crise des gilets jaunes, il va régulièrement associer les thèmes de laïcité, immigration, islam et insécurité dans ses discours, pointer du doigt le communautarisme puis basculer sur le « problème du séparatisme».*

Pour le politiste, « *dans un contexte de crise de la gauche, le développement du confusionnisme bénéficie principalement à l'extrême-droitisation de l'espace public, c'est-à-dire les médias, le champ politique, les réseaux sociaux* ». Mais il conteste la thèse d'une « droitisation »

ou « extrême-droitisation » de la société française. « *Cette thèse soutenue notamment par Patrick Buisson, conseiller de Nicolas Sarkozy qui vient de l'extrême droite, ne sert qu'à légitimer les discours d'extrême droite dans la sphère publique* ».

### Comprendre l'ascension de l'extrême droite

**Ugo Palheta, sociologue et maître de conférences à l'université de Lille**, qualifie l'extrême droite contemporaine de néo-fasciste. Selon lui, cela permet d'exprimer sa filiation avec le socle du fascisme historique qu'elle s'emploie à remodeler. « *Le cas de Zemmour est emblématique dans le sens où il réhabilite la dictature de Vichy tout en employant et rénovant – notamment en la tournant*

*contre les musulmans – la rhétorique d'un idéologue pré-fasciste comme l'anti-dreyfusard, nationaliste et antisémite Edouard Drumont* ». Il constate cependant qu'à l'exception de l'Inde et de certains pays d'Europe de l'Est « *contrairement aux fascismes classiques, les mouvements d'extrême droite ne disposent pas d'appareils militants de masse, capables notamment de harceler physiquement la gauche, les syndicats, les mouvements sociaux. Leur développement n'est encore qu'électoral et idéologique* ».

Autre caractéristique : « *contrairement à un récit assez largement répandu dans les médias et par l'extrême droite elle-même, ces mouvements ne sont pas le nouveau parti des faibles et des victimes de la mondialisation. Ils peuvent obtenir de bons scores dans certaines franges des classes populaires mais ils font également de bons scores, voire de bien meilleurs scores dans les classes possédantes, notamment au Brésil, en Inde ou aux USA* ». Et d'ajouter : « *Le cas français est un peu singulier car le RN, plutôt faible chez les cadres supérieurs, n'est pas soutenu par les franges significatives du grand patronat. Mais l'émergence de Zemmour pourrait modifier la donne* ». Si la crise économique et sociale fournit « *un bon terrain* » pour un vote à l'extrême droite, ça ne suffit pas à expliquer son ascension, selon Ugo Palheta. Partant des sondages sortis des urnes, il explique que la crainte du chômage



pousse à voter FN ceux qui déjà adhèrent à l'idée qu'il y aurait trop d'immigrés. Ce qui est juste, en revanche, c'est que l'extrême droite progresse quand la crise sociale se transforme en crise de la représentation politique

### Les évolutions stratégiques de l'extrême droite

**Nicolas Lebourg, historien à l'université de Montpellier,** tâche pour sa part d'analyser les différentes évolutions stra-

*la période des états totalitaires, chez des gens qui considèrent que les institutions mènent à la révolution, au désordre. Il s'agit donc de remettre de l'ordre, de balayer les élites décadentes pour les remplacer par des élites véritables.* Un crédo que l'on retrouve aujourd'hui dans les discours d'Éric Zemmour lorsqu'il appelle à dégager les hommes politiques, les journalistes, les historiens... son mouvement Reconquête se proposant très clairement en « élite de remplacement ».

Autre marqueur : le rapport à l'international. Dans les années 1980, le FN n'était pas un parti souverainiste. Jean-Marie Le Pen soutenait l'idée d'une monnaie européenne ou encore d'une politique européenne de défense. Cependant, après le traité de Maastricht et alors que le mur de Berlin est tombé, la donne change, poursuit-il. « *Tout ce qui est international, transnational est perçu alors comme un élément de l'imposition d'un pouvoir mondialiste, d'une hégémonie post-moderniste produisant un homme sans racine, interchangeable, un consommateur, au profit du marché mondial* », résume Nicolas Lebourg, rappelant que Marine Le Pen a longtemps prôné un souverainisme intégral. Désormais, des glissements s'opèrent dans ce discours « dans l'objectif d'attirer les classes aisées qui, tout en partageant de nombreuses valeurs avec les extrêmes

**Akila Aïssat, retraitée, syndiquée à la CGT**

« Je trouve que les syndicats de gauche, notamment la CGT, ne s'investissent pas assez dans la lutte contre l'extrême-droite. Certainement qu'au niveau des entreprises, un travail de fond est fait. Mais moi, je ne le vois pas dans la cité, dans les manifs contre l'extrême-droite. Je fus longtemps directrice d'une mission locale de Seine-Saint-Denis et je sais ce que subissent ces jeunes, leur réalité au quotidien juste parce qu'ils sont supposés être arabes et musulmans par leur couleur de peau et leur prénom. Dans le moindre media, sur les réseaux sociaux, le seul problème de la France aujourd'hui sont les présumés musulmans et les arabes. Personnellement, l'avenir me fait peur. »

« Enfin, il rappelle que la prise de pouvoir par l'extrême droite n'a jamais été possible qu'avec le soutien de pans entiers des classes dominantes et des élites, notamment médiatiques et politiques. »

avec « des partis dominants incapables d'obtenir le consentement d'une majorité de la population et, dans le même temps, une gauche et des mouvements sociaux sont tout aussi incapables de proposer une alternative », précise Ugo Palheta.

Enfin, il rappelle que la prise de pouvoir par l'extrême droite n'a jamais été possible qu'avec le soutien de pans entiers des classes dominantes et des élites, notamment médiatiques et politiques. Y est-on ? « C'est quelque chose que l'on a déjà observé à droite avec la stratégie de Sarkozy d'extrémisation de l'UMP, qui finalement a surtout servi l'ascension électorale du FN. On a pu observer aussi un glissement du côté du PS, avec un Manuel Valls qui, ministre de l'Intérieur, se faisait une fierté d'expulser plus que la droite », avance le chercheur, pointant ainsi l'existence d'un terrain particulièrement favorable à l'extrême droite.

tégiques de l'extrême droite actuelle. L'interclassisme, l'une des principales évolutions, marque la capacité à réunir des populations au-delà de leurs intérêts de classes respectives, en dehors du clivage droite/gauche, autour de valeurs culturelles ou morales. « *Le RN était jusque-là, comme le reste de la sociologie électorale européenne de l'extrême droite, largement branché sur les jeunes hommes des catégories populaires peu à l'aise avec la mondialisation*, explique l'historien. Mais l'exemple de l'élection de Louis Aliot à Perpignan a montré un RN capable de réunir un électorat interclassiste, où se sont retrouvés le quartier le plus bourgeois de la ville, le Mas Llaro, et le plus populaire et cosmopolite, les Oiseaux ».

« À ce stade, il est intéressant de se rappeler l'histoire du mot extrême droite en France, insiste Nicolas Lebourg. Il apparaît largement avant



**Michel Pigenet,**  
historien, modérateur  
du conseil scientifique  
de l'IHS CGT

« Plus que combattre l'extrême-droite par l'idéologie, le syndicalisme peut la combattre par l'expérience des solidarités et des ripostes au monde du travail tel qu'il s'est construit et que la financiarisation de l'économie a accentué en invisibilisant les adversaires du monde ouvrier.

La principale lutte des syndicalistes n'est pas tant d'aller à des manifestations antiracistes que de construire des solidarités sur les lieux de travail pour identifier et combattre l'adversaire. Quand on regarde l'évolution de l'influence de l'extrême-droite, on a vu que toutes les fois où il y a eu des mobilisations d'ampleur, l'extrême-droite s'est tue et a reculé. »

droites, n'adhéraient pas au programme économique et européen de Marine Le Pen », analyse l'historien. Désormais, le projet n'est plus de sortir de l'Europe mais, à la manière du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, de la « détricoter ». « C'est le projet parfaitement assumé de Zemmour, d'un programme illibéral complet : on reste dans l'UE niveau « business » mais on ne reconnaît plus aucune instance supranationale ». Une offre illibérale qui, in fine, permet un alliage électoral interclassiste.

Pour finir, Nicolas Lebourg apporte un éclairage sur l'évolution des violences d'extrême droite qui, dans la dernière période, ont fortement progressé (+ 320 % en cinq ans selon un rapport de l'ONU paru il y a un an). « Depuis 2015, avec la crise des réfugiés, les attentats en France, la guerre raciale n'est

plus une prophétie. C'est ici et maintenant, avec des cibles qui sont, d'une part les gens issus de l'immigration et, d'autre part et de manière minoritaire, des militants de gauche perçus comme les fourriers du mondialisme, ceux qui ouvrent les frontières », conclut l'historien.

### La lutte antifasciste et le syndicalisme

**Julien Dohet, secrétaire politique du SETCa-FGTB de Liège et trésorier de l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES)** revient sur la problématique des violences fascistes, estimant « qu'aujourd'hui, nous sommes confrontés un peu partout à la nécessité d'avoir de nouveau des organisations d'autodéfense ouvrière ». Et de citer des cas d'organisations syndicales, en France ou en Italie par exemple, qui ont été

au cours des dernières années les cibles de l'extrême droite. « La lutte antifasciste des organisations syndicales passe aussi par la formation des délégués, l'information sur les dangers de l'extrême droite, une opposition systématique à tous les discours favorisant la diffusion et la normalisation des idées d'extrême droite ». À ce titre, il insiste sur l'importance que les syndicats se montrent intraitables avec leurs militants se présentant sur des listes politiques d'extrême droite. « La section à laquelle j'appartiens lors des élections 2018-2019 a exclu cinq adhérents », illustre-t-il.

« Mais par-dessus tout, tant que nous jouerons défensifs, nous serons battus, déclare-t-il. Le mouvement syndical, en Belgique mais cela me semble identique en France, a été coincé pendant la pandémie sur les mesures sanitaires, les vaccins... un contexte qui favorise les manifestations où se retrouvent les confusionnistes. Mais ils prennent la rue aussi parce que syndicalement, nous-mêmes n'arrivons pas à mobiliser sur nos thématiques ». Et d'appeler à réinvestir pleinement la lutte sur les revendications sociales, à commencer par le salaire.

### Le syndicalisme remède aux idées fascistes

« En 2017, 23 % des actifs ont voté pour le RN, présidentielles et législatives confondues. Parmi eux, 19 % étaient des travailleurs proches d'un syndicat ». Si cette proportion est



très élevée, il est intéressant de constater que la part de travailleurs se déclarant proches d'aucun syndicat s'élevait, elle, à 28 %, insiste **Thierry Achaintre, membre du collectif confédéral CGT « Lutte contre les idées d'extrême droite**. Il ajoute : « En 2017, toujours, 22 % des électeurs se déclarant sympathisants de la CGT ont voté Marine Le Pen. Cette proportion descend à 12 % lorsqu'il s'agit de la CFDT et monte à 24 % concernant Force ouvrière ». Aux élections régionales de 2021, 12 % des électeurs proches d'un syndicat ont voté pour une liste d'extrême-droite, contre 24 % des électeurs ne se déclarant proches d'aucun syndicat. En outre, 15 % des sympathisants de la CGT, 12 % des sympathisants de la CFDT et 16 % des sympathisants FO ont donné leur voix à l'extrême droite. « Nous n'avons pas de chiffres équivalents pour les électeurs se déclarant adhérents à un syndicat et il serait peut-être intéressant – ou effrayant, on ne sait pas – de réaliser une telle étude, suggère le syndicaliste. Cependant, on voit bien, tout de même, que la stratégie de pénétration du monde syndical par l'extrême droite est à l'œuvre et que personne n'est à l'abri ». Il est toutefois rassurant de constater que la proximité avec un syndicat réduit la probabilité d'adhérer à ces idées. « Notre action syndicale antifasciste a donc un effet », insiste-t-il avant d'énumérer les outils que le collectif met à la disposition des militants depuis sa création en 2013 pour les aider à lutter contre les idées

d'extrême droite au sein de leurs syndicats et de leurs organisations. « Cependant, de manière générale, le collectif confédéral reste trop peu sollicité par les militants en dehors des périodes d'élection présidentielle », regrette-t-il.

## ■ Peser dans le débat par le syndicalisme

Pour conclure, **Philippe Martinez** insiste : « Nous sommes indépendants mais nous ne sommes pas pour autant neutres. Nous ne devons pas nous désintéresser de la politique et notamment des questions liées à l'extrême droite et au fascisme. Quand nos valeurs, l'internationalisme, la solidarité, la fraternité, l'antiracisme, sont attaquées, cela ne relève pas de questions sociétales ou de sujets annexes au monde du travail. Ce sont des questions essentielles, parce que derrière, c'est le monde du travail que l'on tente de diviser. » Notant que la CGT n'est pas étanche aux idées d'extrême droite, il appelle à ne pas baisser la garde tant au niveau national que local. « Quand il s'agit d'être au côté des migrants et travailleurs sans-papiers, nous avons des positions nettes et claires sans nous laisser entraîner par certaines sirènes ou par des discours un peu amollis. Nous avons aussi été la première organisation à avoir refusé d'aller sur les plateaux de CNews tant qu'il y avait Zemmour. Et c'est valable dans les entreprises. J'entends trop souvent des camarades, quand on aborde ces questions-là, dire que c'est trop compliqué, que ça va foutre le bordel dans le syndicat. On ne doit

faire aucune concession dans ce domaine ».

Il se félicite, en outre, qu'en France, ce sujet-là fasse l'unanimité syndicale, malgré les désaccords sur d'autres sujets. Mais il souhaiterait une réaction unitaire encore plus forte. En attendant, il insiste sur le caractère exemplaire de l'action engagée par de nombreuses organisations syndicales pour obtenir l'exclusion de Solidarnosc, l'organisation polonaise qui depuis quelque temps retranscrit dans un blogue en français tous les discours de Zemmour et de Le Pen. « On est dans notre rôle de syndicaliste de s'opposer à tout ce qui contribue à alimenter des thèses racistes et fascistes ». Enfin, il revient sur le lien, évoqué à plusieurs reprises au cours de la journée, entre mouvement social et influence de l'extrême droite sur la place publique. « Le mouvement social s'affaiblit. Mais à chaque fois qu'il reprend des couleurs sur des questions revendicatives, on pèse dans le débat. Tous les sondages montrent que la première préoccupation des interviewés est la question des salaires, de l'emploi, de l'égalité femme homme donc des questions éminemment sociales. Il n'y a rien de fatal malgré un matraquage énorme des idées de l'extrême droite : on est en capacité de changer les choses en restant dans notre rôle de syndicat », termine-t-il.

**Kamel Brahmi,**  
**UD Seine-Saint-Denis**

« La reconstruction d'une certaine culture populaire, d'une espérance, d'une fierté des classes populaires peut répondre à ce délire identitaire proposé par l'extrême droite. Nous n'y parviendrons pas seuls, évidemment, mais on voit bien que ce qui pèse dans la période, c'est ce sentiment de morfler mais sans forcément savoir pourquoi. Dans ces circonstances, soit on retourne la violence contre soi-même, soit on retourne cette violence contre un bouc émissaire : l'immigré, le sans-papiers, le syndicaliste, le fonctionnaire, etc. D'où l'importance de porter un projet d'émancipation, d'accompagner notre critique du système par des propositions, des sujets d'espérance. »

(1) Collovald Annie, *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, Ed. du Croquant, 2004

(2) Corcuff Philippe, *La grande confusion. Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées*, Ed. Textuel, 2021

(3) Dohet Julien, *Dis, c'est quoi l'antifascisme ?*, Ed. La Renaissance du livre, 2022